JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

H. ANTONY

« Surchauffe » et régulation conjoncturelle à court terme

Journal de la société statistique de Paris, tome 113 (1972), p. 150-160
<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1972__113__150_0>

© Société de statistique de Paris, 1972, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM
Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

« SURCHAUFFE » ET RÉGULATION CONJONCTURELLE A COURT TERME

Notre économie est en convalescence. Nous nous remettons, nous dit-on, des méfaits de la « surchauffe », consécutive aux événements de mai 1968. Surchauffe? Le terme est imagé et l'image suggestive... malheureusement on ne sait pas exactement de quoi, dès l'instant que l'on cherche à le définir avec quelque précision, à partir de l'emploi multiple qui en est fait, des affirmations du pouvoir, ou des commentaires des analystes économiques.

Si l'on s'en rapporte aux mesures anti-surchauffe prises par le gouvernement en août 1969 et aux objectifs qu'il déclarait leur fixer, on pourrait en inférer la définition suivante : La surchauffe est un phénomène conjoncturel, se situant dans le court terme, essentiellement caractérisé par un excès de consommation intérieure, en particulier de biens de consommation courante. Cet excès se réaliserait au détriment de l'exportation, de l'épargne, de l'investissement, et aurait sur le plan monétaire pour effet néfaste de favoriser l'inflation des prix.

Une première approche de l'activité économique, saisie dans la perspective des mouvements des masses monétaires et des échanges globaux, confirme *a priori* cette définition :

L'augmentation de 10 % des salaires et des revenus nominaux a pour effet d'augmenter le revenu disponible.

Du fait de la crainte de l'augmentation des prix et de la dépréciation de la monnaie, ce revenu disponible cherche à s'investir rapidement en biens de consommation. Ce mouvement se traduit par une augmentation sensible de la demande globale.

Cette pression de la demande finale entraîne et mobilise l'activité des producteurs, d'autant que l'ajustement de l'offre à la demande suscite une hausse de prix inflationniste.

Le marché intérieur absorbant toute la production dans des conditions intéressantes, les producteurs se détournent de l'exportation.

Enfin, la réduction de l'épargne diminue d'autant les moyens de l'investissement.

Telle serait la description, cohérente, logique, conforme à la théorie la plus classique, de cet « accident de parcours » auquel on a donné le nom de surchauffe et qui est en somme une inflation au sens étymologique — c'est-à-dire une « enflure » passagère, à court terme, affectant la totalité économique : l'activité, les biens, la monnaie, les prix... et qui se présente comme une déviation momentanée, une dérégulation, sur le tracé de la courbe d'expansion à long terme.

Je voudrais vous proposer une approche plus précise et plus minutieuse de ce phénomène pour tenter, non plus de le saisir dans le mouvement des grandes masses monétaires et des échanges de biens, mais de l'analyser, dans le processus même de son évolution, au travers des comportements des agents économiques. Puis, partant de nos observations et de leur examen critique, nous verrons s'il est possible d'esquisser une théorie de la régulation conjoncturelle à court terme et une méthode d'application pratique qui permettrait d'éviter ces accidents ou, tout au moins, d'en atténuer les incidences.

LA CONSOMMATION

Puisque, dans la définition donnée, la consommation est d'abord en cause, commençons par examiner ce qui se passe de son côté. Nous abordons ainsi une nouvelle perspective de l'activité économique, l'économie des biens.

Au moment des événements de mai 1968, on peut dire que l'expansion poursuivait une vitesse de croisière normale, en amélioration sur 1967.

Les événements de mai provoquant une flambée immédiate de demandes, dans tous les domaines, dès les mois de juin-juillet. Il s'agit d'une réaction psychologique compréhensible : besoin ou désir d'acheter après une période d'incertitude; crainte de manquer; crainte de hausse de prix, et achats différés.

Après les vacances, dès septembre, la demande est soutenue jusqu'à une deuxième flambée en novembre, qu'expliquent les craintes de la dévaluation.

Au cours du premier trimestre 1969, la demande redevient normale.

Cette « inflation » de la demande se manifeste dans un très grand désordre apparent. Ce désordre donne l'illusion, que corrobore la récente augmentation des salaires et des revenus nominaux de 10 %, d'une augmentation réelle, sensible de la consommation probable. Mais en réalité, que s'est-il passé?

D'abord ceci : l'augmentation des prix et de l'impôt a rapidement « épongé » l'augmentation de pouvoir d'achat que la hausse des salaires laissait entrevoir comme exceptionnellement forte, pour la ramener à un taux très proche de la normale. En effet, on estime que la hausse nominale des salaires de 10 % s'est contractée en une augmentation réelle du pouvoir d'achat de l'ordre de 5 à 7 %, suivant les modes de calcul. Or on admet généralement que la hausse moyenne annuelle du pouvoir d'achat est d'environ 5 %. Par conséquent, sur période très courte de 6 à 8 mois, le pouvoir d'achat réel du revenu disponible a suivi sa pente habituelle; il n'a guère été relevé par les événements de mai.

Cependant, les consommateurs ont joué de leurs avantages durant cette courte période. Comme ils craignaient la hausse des prix et la dévaluation, ils ont agi; ils ont spéculé; comment? En faisant un usage très sélectif de leurs revenus disponibles :

1. En biens de consommation courante (alimentation, textiles), la demande a suivi une progression, pratiquement normale.

2. En biens durables, — électro-ménager, meubles, autos —, la demande a fortement augmenté au cours du 2e semestre 1968. Étant donné la nature des biens acquis, on peut estimer qu'il s'agit d'anticipations d'achats (phénomène spécifique des économies riches).

3. En investissements immobiliers, également, la demande a été très forte. Devant l'incertitude monétaire, l'épargne préfère s'investir en biens immobiliers, plutôt qu'en valeurs mobilières.

4. Enfin, pour l'épargne liquide, on observe une baisse de 19 milliards des dépôts dans les caisses d'épargne; mais aussi une hausse de 13 milliards d'une épargne de précaution retenue liquide.

Base : 100 au 1-68	1968				1969	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
Consommation totale	97	103	107	104	107	
Biens durables	92	120	150	117	127	
Autos (milliers)		97		160		109

Que conclure de cette rapide analyse de la consommation durant cette période d'après mai 1968?

D'abord, bien sûr, qu'il faut se défier des illusions que peuvent faire naître des facteurs économiques aussi spectaculaires qu'une hausse massive de 10 % des salaires et la flambée de demandes qui les favorise sur une pression conjoncturelle de caractère politique.

Ensuite, que l'on ne peut absolument pas se contenter de prendre en considération la demande globale; qu'il faut affiner l'analyse, jusqu'à observer les disparités aux échelons sectoriels.

Enfin, — et ceci me semble une notion très importante — que l'on ne peut pas confondre : demande et consommation. Surtout dans une économie riche où le consommateur est de moins en moins soumis au besoin immédiat et de plus en plus libre du choix des biens et du moment de leur acquisition. Or la demande ne traduit que ce choix et ce moment, alors que la consommation signifie en réalité la mise en usage et hors d'usage d'un bien. Il est tout à fait évident — il apparaît absurde de le dire et cependant c'est nécessaire — que les consommateurs qui ont acheté, par anticipation, une auto ou un réfrigérateur, ne vont pas renouveler leur achat six mois après! Il est donc inévitable qu'à une période de demande plus forte succède une période de demande moins forte, qui réajuste dans le temps *demande conjoncturelle* et *consommation réelle.*

Il résulte de ses observations que, sous le désordre apparent et les poussées de fièvre très courtes de la demande, qui est influencée par la conjoncture du moment, la consommation réelle obéit à un *ordre* d'une très grande rationalité. D'ailleurs, le bon sens le suggère et la statistique le confirme : Je puis acheter aujourd'hui 3 chemises pour profiter d'une occasion, ou simplement parce que la fantaisie m'en prend; je n'en consommerai cependant qu'une par jour. Que mon pouvoir d'achat s'améliore, je les acheterai plus belles, les mettrai plus vite hors d'usage, mais je n'en consommerai tout de même qu'une par jour. Ou bien, au contraire, je les garderai plus longtemps en usage si la nécessité ou la prudence m'y pousse. Mais ce sont là des mouvements lents; jamais brutaux. Et il en est de même pour tous les biens.

La statistique le confirme : après chacune des poussées de fièvre de 1953, 1958, 1964 et 1968, les choses se rétablissent très rapidement. Dans le budget des ménages, la part de l'alimentation baisse lentement; celle de l'habillement reste constante; tandis que montent progressivement les parts de l'habitation, de l'hygiène, des transports, de la culture et des loisirs.

	1952	1965
Alimentation	45	37
Habillement	11	13
Hygiene	16	16,5
Transports	6	9
Culture, loisirs	7	8
Hôtels, divers	6	6

Par conséquent, la consommation, disjointe de la demande, nous offre une base solide de mesure, de calcul, de prévision.

LA PRODUCTION

Face à la consommation, la production. Face à la demande, l'offre. Comment réagissent-elles, durant cette période, à la demande des consommateurs?

Comme nous l'avons fait pour la consommation, il faut, pour faire une analyse correcte, passer du tableau des grands flux monétaires, à un schéma plus détaillé qui permet de suivre ce qui se passe à l'intérieur des circuits de production et de distribution. Si nous reprenons l'exemple simple de la chemise, nous observons 3 échelons de production : filature, tissage, confection. Et 2 échelons de distribution : négoce, ou centrale d'achat, et magasin de détail.

L'activité économique, qui va se traduire objectivement par un « mouvement » de biens, est, à court terme, déterminée par *3 variables :*

— un mouvement ascendant : les ordres enregistrés, qui remontent d'aval en amont, de la distribution à l'échelon initial de la production, et qui donne la mesure d'une *prévision de mouvement* à court terme;

— un mouvement descendant : qu'exprime le chiffre d'affaires en volume et qui mesure le *mouvement même du produit*, passant d'un échelon à l'autre de la fabrication et de la distribution. C'est le *flux du produit*, c'est-à-dire son volume et sa vitesse de circulation;

— entre les deux, une masse de biens immobilisés, en fabrication ou en stocks, — ce dernier comportant une définition normale, mais pouvant aussi « s'enfler » en stock d'épargne ou se réduire par crainte de déflation et de précaution —, et qui donne la mesure d'un mouvement momentanément « suspendu », par nécessité ou par décision volontaire. Cette masse constitue une *réserve de mouvement* possible.

A ces 3 variables, il faut ajouter ou retrancher le solde positif ou négatif du mouvement import-export, qui vient grossir ou réduire la masse des biens offerts.

Cet ensemble représente donc un circuit ascendant, qui peut être très rapide et presqu'instantané; un circuit descendant, rapide pour les biens stockés, mais habituellement lent, s'étalant le plus souvent sur plusieurs mois, parce que conditionné par les délais de fabrication et d'acheminement.

Comment donc l'offre répond-elle aux pressions de la demande?

A la première flambée de juin-juillet 1968, il est évident que la réponse à cette demande immédiate ne peut se faire que par l'offre des biens stockés et, dans une certaine mesure, par l'importation de produits finis.

Suit une curieuse période d'inertie, du moins si l'on cherche à saisir la réalité à travers les données statistiques existantes : Cette période d'inertie correspond d'abord aux congés. Cela est certain. Mais ensuite, je crois qu'elle correspond surtout à une certaine incapacité de la statistique, dans l'état actuel des choses, à saisir l'immédiateté d'un mouvement. Il n'en reste pas moins qu'il y a un retard, une certaine inertie qui joue, et que l'activité de production ne commence à augmenter vraiment qu'en octobre-novembre.

Cette activité est déterminée par quoi?

Il y a deux éléments objectifs à la base : la demande forte, avec en particulier les poussées de juillet et novembre; et la nécessité de reconstituer les stocks.

Mais, partant de ces deux éléments objectifs, distributeurs et producteurs vont se

réapprovisionner comme sur la base d'une *prévision de demande* fortement accrue et qui resterait telle à l'issue du cycle production/distribution.

Bien sûr, il s'ajoute à cette prévision de vente escomptée, un certain facteur de spéculation, tendant à forcer le volume de reconstitution de stock. Il s'y ajoute aussi un certain optimisme qui pousse à voir large et, comme les délais de livraison s'allongent rapidement, une certaine précaution, qui pousse à commander plus qu'il ne faut, dans la crainte de n'être de toute façon que partiellement livré.

Cependant l'ensemble de ces facteurs de décision, où l'objectivité et la subjectivité se mêlent assez fâcheusement, va déterminer, au fur et à mesure que l'on remonte les échelons de la distribution et de la production, autant de demandes intermédiaires, qui auront chaque fois, pour celui qui les reçoit en amont, une valeur tout à fait objective d'ordres fermes donnés à un fournisseur. Mais on voit bien que ces données sont empreintes, sont viciées d'une *fausse objectivité*, dont les fournisseurs se méfient souvent dans une certaine mesure, mais qu'ils sont tout de même obligés de prendre en considération puisqu'ils sont en principe tenus de livrer et qu'ils pourront d'ailleurs exiger de leurs clients que livraison en soit prise.

Ce véritable « emballement » des demandes intermédiaires peut aller jusqu'au degré de saturation où la production est occupée à plein et sur période longue.

Mais cette saturation à son tour a elle-même pour effet de susciter l'investissement, d'une part pour tenter d'augmenter les moyens de production, d'autre part, parce que, dans ce climat euphorique d'activité et de prévision de profits, on engage plus facilement les dépenses. Si bien que l'emballement se communique aux industries de biens d'équipement (on peut citer le cas de telle industrie qui a vu, de 1968 à 1969, son carnet d'ordres doubler en petit matériel d'équipement — alors que la demande de gros équipement suivait une courbe normale, cette différence dénonce « l'enflure conjoncturelle » de cette demande en petit matériel).

On en arrive ainsi au plein emploi de la main-d'œuvre et des moyens de production et ce moment se situe vers fin 1968-1969 : relisez les journaux, les déclarations officielles, les bilans de l'activité économique, de cette période et vous verrez que l'on y chante « cocorico », que les événements de mai n'ont pas troublé l'expansion économique, que notre « santé » économique est florissante ! Et, tout le monde est de connivence : l'intérêt politique, l'intérêt spéculatif, et aussi l'aspiration très naturelle au bien-être matériel et psychologique.

Cette situation agréablement euphorique va durer jusqu'au moment où l'offre réelle, accrue, va se trouver en face d'une demande réelle, redevenue normale. C'est l'heure de vérité ! Elle se situe au deuxième trimestre 1969 et, c'est alors seulement que l'on commence à parler de « surchauffe » et c'est au mois d'août que le gouvernement décidera la dévaluation et les mesures anti-surchauffe, destinées — je reprends ses déclarations — à rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'État, la production et la consommation, les achats et les ventes, à réduire la demande intérieure de manière à favoriser l'exportation, l'épargne et l'investissement.

Peut-on mesurer, chiffrer « l'enflure » de la production et le désajustement entre production et consommation? Il est très difficile de le faire parce que l'on n'a aucune mesure exacte de « l'enflure » des carnets d'ordres et des délais d'engagement de l'industrie, ni des variations de stocks, et qu'il n'y a pas de mesure possible du désordre qui s'ensuit à partir du moment où d'abord les ordres enregistrés dépassent les capacités de production, et où ensuite les ordres ne sont pas livrés, sont annulés, etc.

Des sondages cependant permettent d'établir que ce désajustement peut prendre des proportions considérables et qu'une augmentation prévue de la demande finale de 5 % peut se traduire par une augmentation allant jusqu'à 40 et 50 % aux échelons initiaux de la production!

Quoi qu'il en soit, tôt ou tard, il faudra que l'équilibre se rétablisse ou soit rétabli. Comment?

Il n'y a que deux solutions :

— ou bien trouver des débouchés sur les marchés extérieurs pour l'excédent de biens produits;

— ou bien accepter, par la force des choses, ce temps de pénitence qui correspond au temps d'absorption par la consommation de l'excédent de production.

Dans la pratique, les deux solutions s'entremêlent : la dévaluation a favorisé les exportations; et nous vivons actuellement notre temps de pénitence. Il nous enseigne que l'inflation des biens se pénalise d'elle-même, qu'elle est aussi néfaste, sinon plus, que l'inflation de la monnaie, car si celle-ci se résorbe en quelque sorte d'elle-même, en changeant de valeur, celle-là impose que les biens produits soient réellement consommés.

Mais de plus, ce temps mathématique de résorption des excédents se prolonge d'une fraction de temps supplémentaire qui correspond à une double réaction psychologique, inhérente au climat dépressif de la déflation :

— réaction des consommateurs, qui sont en quelque sorte incités pour un temps à sous-consommer, ou en tout cas à retarder leurs demandes;

— réaction des producteurs, qui tendent à sous-produire et à sous-stocker.

On voit ici se profiler les ombres de la théorie des cycles, l'éternel retour du déséquilibre entraînant fatalement le déséquilibre!

Pour achever cette analyse descriptive de la période 1968-1969, je voudrais mentionner les appréciations que font sur la conjoncture au 2e semestre 1968 et pour les 2 semestres de 1969 les rapporteurs du Conseil économique et social :

Pour le 2e semestre 1968, ils déplorent que la capacité de production ne soit pas pleinement occupée, si bien que les entrepreneurs ne sont pas incités à investir pour la développer.

Pour le 1er semestre 1969, ils déplorent le freinage de l'expansion, en raison des goulots d'étranglement que constituent les limites de la capacité de production et l'insuffisance de la main-d'œuvre.

Pour le 2e semestre 1969, ils admettent que la demande intérieure s'est contractée et que l'économie n'est plus « tirée en avant » que par les demandes de biens d'investissement et le déficit du budget de l'État.

Ces trois appréciations successives de la situation conjoncturelle prouvent combien, pour rendre compte du réel, sont insuffisants les moyens d'information dont on dispose actuellement, et les données globales qui négligent de lier entre eux des rapports essentiels, telle le ratio : Production/Consommation.

J'ai vainement cherché dans ces trois rapports du Conseil économique une description et une explication de la surchauffe. Je n'y ai trouvé que cet aveu de non-savoir, si je puis dire, lorsque, s'inquiétant de la « tension inflationniste », les rapporteurs ne lui trouvent « aucune cause mécanique spéciale ».

Or, cette « cause mécanique spéciale », nous l'avons trouvée dans le désajustement entre production et consommation et nous pouvons à présent reprendre la définition que nous avions donnée de la surchauffe pour la compléter et la corriger.

Le mal de la surchauffe (terme auquel je préférerais celui d'emballement, plus adéquat et plus expressif) n'est :

— ni, en soi, une sur-consommation;

— ni, en soi, un accroissement momentané de la demande finale (dont on a vu d'ailleurs qu'elle est plus modérée qu'il ne paraît);

— ni, en soi, l'accroissement de l'activité économique générale.

Le mal de la surchauffe est dans le désajustement, la dérégulation entre production et consommation. Cette dérégulation a deux causes réelles :

— une fausse prévision de la demande finale à venir;

— l'effet multiplicateur des « fausses objectivités » des demandes intermédiaires.

Il est important de souligner que les causes de caractère psychologique et spéculatif sont secondes puisque l'erreur de calcul retombe finalement sur celui qui l'a faite et que par conséquent il est le premier à avoir intérêt à l'éviter : un producteur, même s'il a l'ambition de monopoliser un marché, n'a jamais intérêt à produire plus qu'il ne peut effectivement vendre ou volontairement stocker. Sa marge de spéculation se réduit en fin de compte à cette option.

Et cette dérégulation a deux conséquences réelles immédiates :

— elle provoque une « inflation » de biens, qui ne peut que se résorber dans le temps par une période de « déflation » pour un marché intérieur;

— elle provoque une inflation monétaire, en particulier par la création de monnaie scripturale à l'intérieur des circuits de production et pendant la période de sur-production, alors que la remontée équivalente, vers les circuits de production, de la masse des revenus disponibles n'est pas assurée.

Schématiquement, l'enflure que nous avions observée sur la courbe de l'expansion exprimait très mal la nature de cet « accident de parcours » qu'est la surchauffe. On la comprendra mieux en traçant, sur les deux courbes de la production et de la consommation, dont l'expansion exprime la totalité, les deux dérégulations successives que l'on vient de décrire, l'enflure de la consommation précédant celle de la production.

Le problème qui se pose est donc de savoir s'il est possible d'induire des faits observés une théorie de la régulation conjoncturelle, qui fournirait les éléments d'une méthode d'application et d'efficacité pratique.

THÉORIE DES FLUX DE PRODUIT

Sous le désordre apparent des impulsions de la demande, la consommation offre, en réalité, dans une perspective dynamique d'expansion, un ordre rationnel, une stabilité cohérente et logique. Au contraire, sous l'apparence de ses données objectives, la production manifeste des incohérences et des aberrances très préjudiciables à la perspective d'une expansion harmonieuse.

A priori, c'est paradoxal : mais l'analyse nous en a fourni l'explication et nous permet de dégager deux observations sur lesquelles nous pouvons fonder une théorie de la régulation.

Pour la consommation, nous avons découvert son ordre logique et sa constance en dissociant la demande conjoncturelle et la consommation réelle.

Pour la production, nous avons introduit dans notre analyse un facteur « temps » que les confrontations statistiques dont on use actuellement passent sous silence. En effet,

on confronte des données simultanées de production et de consommation. Or l'offre d'un produit faite à un moment donné ne correspond pas à la demande de ce moment, mais à la *prévision de demande* que font distributeurs et producteurs, compte tenu du cycle de production/distribution de ce produit.

Il résulte de ces deux observations qu'il est théoriquement possible de prévoir la consommation d'un produit donné et d'y ajuster la production. Pour reprendre l'exemple de la chemise, admettons que la consommation soit de 10 millions d'unités par an, avec une élasticité de + ou —5 %.

La régulation de la production/distribution sera théoriquement parfaite si l'ensemble des incitations qui assurent le flux du produit est tel que le débit annuel final est de 10 millions de chemises, et si l'élasticité de la production est elle-même de + ou —5 %.

Si nous reprenons le tableau du flux du produit, il est possible de mettre un chiffre dans chacune des cases de telle manière que le débit annuel soit de 10 millions d'unités.

Si l'on pouvait mettre l'économie en laboratoire, on arriverait à une mathématique tout à fait rigoureuse. Dans la pratique, il est évidemment impossible d'imaginer de faire ce travail pour tous les produits, ou même pour les plus importants, et pour la totalité de la production. Il serait trop lent, trop lourd, trop onéreux et certainement trop entâché d'erreurs.

Mais en réalité, ce qui nous intéresse dans la perspective du court terme et de la régulation, ce n'est pas la totalité, ce sont les variations et surtout les variations anormales.

MÉTHODE DE RÉGULATION

Ce qui apparaît ainsi, pratiquement possible, c'est de remplacer les données chiffrées du tableau par des indices qui seraient des indicateurs de norme et d'écart de norme.

Il suffirait alors de travailler sur un nombre de produits très limités, mais qui seraient pilotes dans leur branche, et de suivre les variations auprès d'un nombre très limité d'entreprises, pourvu que l'échantillonnage soit bien fait, on pourrait ainsi dégager des indices suffisants pour savoir si le rapport production/consommation s'établit selon des normes correctes ou s'il devient aberrant.

Étant ainsi informé, que faire de cette information? La diffuser, mais la *diffuser tout le long du flux du produit à tous les producteurs et distributeurs* de ce produit ou de la branche dont ce produit est pilote.

L'intérêt de cette diffusion serait de donner aux agents économiques une information objective, éclairant l'ensemble de la branche de leur activité, information qui leur fait, dans l'état actuel des choses presque totalement défaut.

On peut estimer qu'une telle information aurait par elle-même une *valeur opératoire*, du simple fait de son objectivité, et parce qu'elle serait donnée à un moment où elle est utilisable, exploitable par les distributeurs et les producteurs dans les décisions qu'ils prennent, les ordres qu'ils transmettent, les fabrications qu'ils mettent en œuvre.

On peut donc estimer qu'une telle information aurait un *caractère auto-régulateur*.

Bien entendu, il ne s'agit là que d'une esquisse, théorique encore, et qu'il conviendrait d'adapter dans la pratique aux possibilités et aux conditions particulières de chaque branche d'activité.

Mais il est évident que pour prendre toute sa valeur, une telle méthode doit s'inscrire

dans le contexte d'une évolution que l'on perçoit nécessaire, en partie entamée d'ailleurs, et qui touche :

— la conception même de la politique économique;
— les moyens et les méthodes de l'information;
— par répercussion, enfin, les mentalités mêmes des agents économiques.

Politique : Intervention du pouvoir

En dehors de certains moyens de pression, domaine de ce que l'on a parfois appelé l'économie concertée — dont on a dit qu'elle se réduisait trop souvent à un concert de musique de chambre —, le pouvoir ne dispose pratiquement, pour agir sur l'économie que de moyens d'intervention de type monétaire : il peut agir directement sur la monnaie, le crédit, les prix, les salaires. Or il apparaît de plus en plus que *la politique de la monnaie est incapable d'assurer une régulation correcte d'une économie des biens.*

Ces moyens d'intervention qui affectent les masses monétaires, leur mobilité et leur emploi, sont de moins en moins efficaces pour obtenir l'effet recherché. C'est que, dans une économie devenue riche, les agents économiques disposent de trop de moyens de se soustraire aux injonctions du pouvoir. Ceci, on peut le souligner en passant, semble vrai quel que soit le type d'économie : capitaliste ou socialiste, libéral ou planifié. Alors ou bien les moyens du pouvoir apparaissent insuffisants : c'est le cas, souvent cité dans les derniers mois, des USA où la surtaxe de 10 % n'a pas réussi à réduire, comme on l'escomptait, la consommation et l'investissement. Ou bien, ils sont excessifs : c'est sans doute le cas en France actuellement, où la politique de restriction des crédits risque, dans certains secteurs d'aller au delà de ses objectifs.

C'est qu'en effet l'intervention du pouvoir est généralement massive, globale, s'appliquant à l'ensemble de l'économie. Elle a de ce fait toujours plus ou moins l'effet du pavé dans la mare, quand ce n'est pas celui du pavé de l'ours ! Son effet psychologique est certain; son effet réel, plus discutable. Par exemple, il eût certainement été souhaitable d'empêcher ou de limiter la spéculation foncière, qui est génératrice de hausses de prix, depuis longtemps. Pour être efficace, cette mesure devait être prise en juillet 1968, ce qui n'a pas été fait. Il est plus contestable d'empêcher un jeune ménage d'acheter un appartement, ou même un réfrigérateur, ce que l'on fait depuis août 1969.

Enfin, cette forme « monétaire » d'intervention du pouvoir hypnotise littéralement l'attention de tous les agents économiques sur le seul aspect monétaire de l'économie. Si bien qu'en fin de compte et sans que le pouvoir le veuille, il contribue, tout le premier, à entretenir un climat d'information qui encourage, dans les périodes troubles, la spéculation. Dans la période récente, la crainte d'inflation monétaire, largement dénoncée, a masqué les dangers de l'inflation des biens, qui présente pour le moins autant d'inconvénients.

Il faut donc chercher d'autres moyens, de nouveaux moyens d'influence et d'action sur les comportements des agents économiques, d'une part en éclairant mieux, plus également, les deux volets du diptyque de la vie économique : politique de la monnaie, économie des biens; d'autre part, en imaginant des actions plus affinées, plus limitées, sectoriellement délimitées, et qui ne seraient pas forcément le fait du seul pouvoir.

Mais de telles innovations supposent avant tout une meilleure connaissance du réel, ce qui implique des réformes importantes dans les méthodes, les moyens de collecte et de diffusion de l'information.

L'INFORMATION

Passons sur le désordre et l'anarchie de l'information actuelle : la multiplicité des sources qui collectent et diffusent des informations (telle entreprise n'a-t-elle pas eu à répondre à 45 questionnaires différents, dont certains mensuels, en 3 mois et dont deux sources seulement lui retournent des informations ayant un certain intérêt pour elle) le nombre d'informations tout à fait inutiles dont nous sommes submergés. Dénonçons en passant une « statisticomanie » qui finit par être d'autant plus ridicule qu'elle perd toute signification réelle : l'ésotérisme du langage des spécialistes (c'est aussi une maladie de notre temps) : le poids et la longueur des documents dont on est accablé et qui rendent ces documents inaccessibles ou ennuyeux, contribuant ainsi à entretenir une mauvaise réputation de la valeur et de l'information et de la statistique, et disons d'un mot que nous sommes :

— sur-informés quantitativement;

— sous-informés qualitativement.

Il reste ceci, qui nous intéresse dans notre propos : l'information est trop globale, trop tardive, et trop liée organiquement aux structures actuelles de l'économie.

Que nous donne-t-elle? Avec retard, des chiffres assez précis de population et d'emploi, de finances publiques et privées, des chiffres relativement précis de production, d'importation et d'exportation; de chiffres beaucoup moins précis concernant la distribution ou la consommation.

De telles données ont un intérêt pour connaître *l'économie faite* (pour celui qui veut faire un bilan ou écrire l'histoire économique) et elles fournissent des bases de prévision à long terme, pour une *économie à faire*, dans la perspective du plan. En ce sens, elles intéressent le pouvoir. Mais elles sont sans intérêt immédiat pour une *économie qui est en train de se faire*, donc, ni pour les agents économiques qui font l'économie, ni pour le pouvoir qui voudrait surveiller l'évolution à court terme.

Au niveau professionnel, il en est à peu près de même : le tisseur de popeline pour chemise recevra des informations sur la situation du tissage; il apprendra ainsi généralement que ses collègues et concurrents sont dans la même situation que lui. De quoi, très probablement, il se doutait. Mais il n'aura pas d'information sur ce qui se passe en amont et en aval, informations qui, seules, seraient vraiment intéressantes et efficaces à son niveau. Et ceci parce que l'information reste actuellement *liée aux structures organiques* de l'économie. Elle s'établit par tranches horizontales : filature, tissage, confection et puis, beaucoup plus flou : distribution et consommation. Mais aucune information ne lie causalement entre eux ces organes dans le sens vertical du *flux du produit* qui est celui de la *fonction économique* qui s'accomplit.

A vrai dire, quelques essais sont, à ma connaissance, tentés dans ce sens vertical qui vise à établir une information fonctionnelle et non plus seulement organique. Mais ces essais sont limités, et surtout le bénéfice de l'information reste au niveau qui l'établit, si bien qu'elle privilégie certaines catégories et ne peut pas de ce fait avoir d'effet opératoire régulateur. Il faudrait presque dire qu'au contraire elle favorise et facilite la spéculation!

Il n'est pas possible, dans le cadre de cet exposé, d'aborder le problème de « la réforme de l'information », sous ses deux aspects : organisation de la collecte et de la diffusion de l'information, sélection des informations à diffuser. Pour répondre aux objectifs que nous nous proposons, l'information devrait avoir les caractères suivants :

1. L'information doit être sectoriellement adaptée à chaque branche d'activité de manière à informer totalement et également tous les agents économiques qui concourent à la même finalité économique.

2. Elle doit lier entre elles les données qui sont causalement liées dans la réalité, comme elle lie entre eux les agents concernés.

3. Elle doit s'appuyer sur des références stables et solides, et non sur le sable mouvant des comparaisons par périodes successives, qui faussent le jugement plus qu'elles ne l'éclairent.

4. Elle doit avoir un double caractère : opératoire, c'est-à-dire agir sur les agents économiques du seul fait de son objectivité, et exploitable, c'est-à-dire utilisable par eux dans leurs décisions, qui détermineront les « mouvements » des flux économiques.

5. Elle doit être strictement objective, c'est-à-dire éviter tout type d'appréciation qualitative ou personnelle, qui serait trop floue et trop influencée par le climat psychologique. Ce caractère d'objectivité n'exclut pas le commentaire, mais laisse le jugement à l'appréciation de l'utilisateur.

6. Enfin et surtout, elle doit être simple, claire, courte, régulière, accessible et compréhensible pour tous, depuis la plus grande entreprise jusqu'à la plus petite boutique.

Seules les informations présentant ces caractères, plus pratiques que savants!, peuvent contribuer à substituer au climat actuel de subjectivité passionnelle un climat d'objectivité rationnelle, et éviter ainsi dans une large mesure ces impulsions intempestives qui font les surchauffes, et ces états de crainte excessive et de dépression qui font les récessions.

RÉFORME DES MENTALITÉS

Il est assez curieux de constater à quel point, et bien malgré eux évidemment, les agents économiques sont les artisans de leurs propres malheurs : que s'amorce une inflation et ils précipitent le mouvement d'emballement qui la développera; qu'à l'inverse se manifestent quelques signes de récession, leurs réactions de prudence et de crainte l'accentuera et la prolongera. Il faut ajouter que le Pouvoir souvent pousse dans le même sens. En forçant la note, on dirait qu'ils vivent tantôt dans l'espoir de voir la consommation doubler comme par un coup de baguette magique, tantôt dans la crainte de la voir réduite à zéro, comme si toute une population allait devenir hippie, s'habiller de vieilles tentures et vivre sous les ponts, d'amour et d'eau fraîche! Le réel a plus de logique que les hommes n'ont de raison ou de sagesse!

Certes, l'information est en cause, mais les mentalités aussi. Il faudrait que régressent certaines formes de pensée et d'action que l'on aimerait voir reléguées dans quelque musée de l'archéologie et de la mythologie de la théorie et de la pratique économiques; que progressent par contre une ouverture et une adaptation des mentalités à l'usage qui peut être fait de l'information, et de la statistique en particulier. L'on n'a pas encore pris assez conscience de la véritable révolution que l'usage de la statistique et de la prévision a introduit dans la pratique économique. Révolution silencieuse en face des révolutions beaucoup plus spectaculaires de la machine à vapeur ou de l'ordinateur, mais d'immense portée... dont il reste à apprendre le bon usage!

L'économie est assimilable à un jeu; elle réalisera d'autant mieux sa fonction que l'on donnera aux joueurs plus de moyens de jouer, et que ceux-ci auront plus d'habileté à se servir de ces moyens. C'est dans cette perspective large que la méthode proposée de régulation du court terme peut trouver sa pratique et son efficacité.

H. ANTONY